

ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Personnel Question écrite n° 48163

Texte de la question

M. Philippe Bonnecarrere attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture, de la peche et de l'alimentation sur les dispositions relatives a l'application du releve de conclusions du 17 juillet 1996, concernant l'enseignement agricole public. Concernant plus particulierement les formateurs contractuels de centre de formation agricole et de centre de formation de techniciens agricoles recrutes apres le 13 juin 1983, le releve de conclusions prevoyait la mise en place d'un protocole de gestion, et en particulier un projet de contrat type. Il etait prevu que ce protocole serait examine avant la fin de 1996 au comite technique paritaire consultatif de la direction generale de l'enseignement et de la recherche. Aussi, il lui demande si l'on connait a ce jour les modalites du contrat type.

Texte de la réponse

L'ensemble du dossier relatif aux conditions d'emploi des personnes exercant en formation professionnelle continue et en apprentissage represente l'un des cahiers prioritaires du projet de modernisation de l'appareil public de formation professionnelle agricole. Pour ce qui concerne les formateurs n'entrant pas dans le cadre de la loi de titularisation, le releve de decisions signe par le ministre et les organisations syndicales le 17 juillet 1996 prevoit un protocole de gestion des personnels des CFA et CFPPA, incluant notamment un contrat-type pour les personnels concernes. Un groupe de travail a ete constitue et s'est reuni a deux reprises. Un travail preparatoire comprenant une maquette de contrat-type et une analyse technique ont permis d'ouvrir des pistes de reflexion qu'il convient a present d'expertiser et d'approfondir avant de retenir les principes en la matiere et preciser la forme du protocole.

Données clés

Auteur : M. Bonnecarrère Philippe

Circonscription: - RPR

Type de question : Question écrite Numéro de la question : 48163 Rubrique : Enseignement agricole

Ministère interrogé : agriculture, pêche et alimentation **Ministère attributaire :** agriculture, pêche et alimentation

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 10 février 1997, page 621 **Réponse publiée le :** 24 mars 1997, page 1521